

Etat et Marché dans le contexte de la globalisation économique

Jacques Fontanel

▶ **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Etat et Marché dans le contexte de la globalisation économique. Evaluation des politiques publiques, Université Pierre Mendès France Grenoble, 2004. hal-02816920

HAL Id: hal-02816920

https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02816920

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Etat et Marché dans le contexte de la globalisation économique

Jacques Fontanel

In

Evaluation des politiques publiques
Université Pierre Mendes France Grenoble,
Fragments de cours
Grenoble, 2004.2004

Résumé : Dans le cadre du processus de globalisation économique, l'Etat devient un agent économique déclinant, contrôlé par des organisations internationales qui fixent des règles qu'il ne peut pas souverainement contrevenir, sans subir des effets négatifs dans ses accords internationaux. En revanche, l'Etat reste le garant de l'intérêt national général, même si parfois il défend principalement des intérêts privés. Il doit cependant toujours assurer ses droits régaliens, soutenir son économie et organiser la sécurité interne et externe de ses citoyens.

In the process of economic globalization, the State becomes a declining economic agent, controlled by international organizations that set rules that it cannot sovereignly contravene, without suffering negative effects in its international agreements. On the other hand, the State remains the guarantor of the general national interest, even if sometimes it mainly defends private interests. However, it must always guarantee its sovereign rights, support its economy and organise the internal and external security of its citizens.

Etat, marché, globalisation, capitalisme, conflits économiques.
State, market, globalisation, capitalism, economic conflicts

Les rapports économiques entre le marché et l'Etat ont fait l'objet de nombreux débats dans la pensée économique. La première école économique, l'école mercantiliste affectait comme seul objectif à l'économie, la puissance du prince. L'Etat était considéré comme le principal maître d'œuvre des activités économiques. Il fallut attendre les grands Classiques (Adam Smith et David Ricardo, principalement) pour que le marché devienne le fondement théorique du système économique capitaliste, l'instrument de l'ordre naturel ou de la « main invisible ».

L'économie de marché s'est imposée dès le milieu du XIX[e] siècle, ne laissant à l'Etat qu'un rôle de gendarme. Si la Première Guerre mondiale, puis la crise économique de 1929 ont conduit à l'élargissement de l'action économique de l'Etat, notamment pendant la révolution keynésienne, la fin des « Trente Glorieuses » a abouti au développement de slogans plus libéraux, comme « moins d'Etat », pour « mieux d'Etat », ou « Etat moderne, Etat modeste »[1]. Il faut dire que les théories du « Choix public » (mieux connu sous son appellation anglaise : *Public Choice*) ont condamné le rôle des gouvernants qui, au nom de l'intérêt économique collectif, ne défendent en fait que leurs propres intérêts individuels. C'est l'un des grands problèmes de notre époque, qui a perdu ses valeurs humanistes et s'engage dans la religion du marché.

Les thèses en faveur de l'intervention minimale de l'Etat reposent sur l'idée selon laquelle le marché concurrentiel assure un équilibre stable et optimal, dans l'hypothèse de rationalité des agents économiques. L'action de l'Etat est alors limitée à l'organisation du système d'économie de marché (Etat gendarme), en vue d'assurer le bon fonctionnement de la concurrence et éventuellement de faire respecter la solidarité nationale. Les théories modernes de l'Etat insistent aujourd'hui sur trois caractéristiques essentielles :

---

[1] Crozier M., (1979), *Etat-modeste-Etat moderne*, Fayard, Paris.

– D'abord, l'Etat est un agent économique déclinant. Le nouveau fondamentalisme économique est basé sur les vertus thérapeutiques incontestables et irréversibles du marché, lequel serait susceptible d'assurer à la fois la justice, la liberté et l'efficience.

– Ensuite, l'Etat n'est pas conçu comme le représentant de l'intérêt public. Ses fondements et sa gestion apparaissent trop souvent comme l'expression d'intérêts particuliers maquillés en objectifs collectifs.

– Pourtant, les mécanismes du marché ne permettent pas toujours un développement économique équilibré et optimal.

L'Etat, un agent économique déclinant

L'Etat est un agent économique en crise. D'abord, les modèles de relation entre l'Etat et le marché sont multiples, ils ont évolué dans le temps et dans l'espace et laissent encore une large place aux méandres de l'histoire économique nationale. Ensuite, avec la crise de la pensée keynésienne, l'Etat a hérité d'une mauvaise réputation en tant qu'agent économique. Enfin, l'usure des valeurs démocratiques rend difficile l'intervention de l'Etat.

Il existe (ou a existé) plusieurs modèles de relations entre Etat et le marché :

– Le modèle soviétique semble avoir définitivement vécu, au moins sous la forme qui a été la sienne pendant 70 ans. La planification rigide et autoritaire n'est revendiquée par aucune société significative. L'économie de marché l'a emporté sur son adversaire systémique.

– Le capitalisme anglo-saxon suppose un rôle socio-économique de l'Etat réduit. Le nouveau roi est supposé être le consommateur, donc un agent solvable. Dans ce cas, la solidarité n'est pas une vertu du système. Le capitalisme américain est dominé par l'exigence de rentabilité, l'importance du contrat, le pouvoir du juge et le poids des financiers. Le rôle de l'Etat est subsidiaire dans l'ordre économique.

– Le modèle social-démocrate implique une politique active en faveur du plein emploi, une négociation collective centralisée favorable à l'égalité relative des salaires et des services publics universellement rendus. Par contre, les prélèvements obligatoires très élevés ont constitué un facteur de crise, en réduisant la propension à l'innovation.

– Le solide engagement de l'Etat au bien-être social, plus abordé sous l'angle de la sécurité et de la stabilité que sous celui de l'égalité, caractérise le système allemand, héritier de Bismarck, qui croit dans la

responsabilité économique de l'Etat pour le bien-être de la Nation. Le capitalisme rhénan est fondé sur le souci de l'action dans la durée et sur l'importance des conventions collectives par la cogestion.

– La France a proposé la mise en place d'une économie concertée ou incitative, au moyen de la planification souple. Une politique de choix productifs et technologiques stratégiques a souvent été préférée au laisser-faire global.

– Aujourd'hui, le capitalisme chinois suppose la recherche du profit rapide, le fort soutien d'un Etat dominé par le communisme et le poids des « parrains ». Il s'agit d'un système économique paradoxal, sans doute incohérent à terme, avec une contradiction profonde entre les bases économiques modernes et les valeurs politiques encore véhiculées.

Les thèses interventionnistes sont largement contestées. L'Etat est supposé démagogique. Pour les théoriciens de l'offre, « trop d'impôt tue l'impôt ». La politique budgétaire souffre de l'importance des effets d'éviction, lesquels s'exercent en défaveur du secteur privé. En outre, un endettement public élevé conduit à des charges trop lourdes facteurs d'inflation ou de blocage de la croissance. Toute intervention de l'Etat crée des effets pervers, concernant notamment l'augmentation des prix, la perte de compétitivité et une efficacité productive réduite.

La globalisation économique interdit une relance keynésienne non concertée. La contrainte financière internationale pèse lourdement sur la politique budgétaire, dont les marges de manœuvre sont déjà très réduites, du fait même des effets d'inertie. Les différentiels d'intérêt, la déréglementation et le décloisonnement limitent l'action de la banque centrale. Celle-ci peut chercher à agir sur les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire, mais le décloisonnement donne le pouvoir ultime aux marchés financiers. Il s'échange chaque jour 1 500 milliards de dollars sur les marchés des changes internationaux, somme qui avoisine le PNB de la France. La spéculation prend une place excessive dans la régulation de l'économie globale, aboutissant parfois à des situations de crise aux fortes conséquences économiques et sociales (Mexique, Brésil, Thaïlande, Russie ou Argentine).

Il n'existe pas d'autorités supranationales pouvant faire respecter la discipline des marchés multinationaux, ce qui menace parfois la souveraineté des Nations. Avec le développement des zones de libre-échange, les entreprises échappent partiellement au contrôle régulationniste d'un seul Etat et elles bénéficient de la mobilité du capital.

Cependant, les Etats exercent toujours une action non négligeable, dans :

– la transformation des marchés nationaux en marchés internationaux, notamment européens ;

– la coordination des politiques économiques nationales dans le cadre de marchés intégrés ;

– la défense de la compétitivité nationale face aux délocalisations et à la recherche des investissements internationaux. C'est la mise en place d'une politique d'attraction. Celle-ci peut conduire à la politique dite de « *beggar-thy-neighbour* » qui incite parfois au retour au protectionnisme.

Dans un contexte de globalisation, les organisations économiques internationales sont nécessaires. Les Etats exercent pleinement les attributions de négociation dans les instances internationales, notamment en matière de droits de l'homme, de démocratie, d'amélioration des conditions de travail, de recherche de développement soutenable ou d'amélioration du bien-être social. Il faut cependant limiter le pouvoir de leur bureaucratie et éviter la manipulation des pays développés qui utilisent la menace de la concurrence des travailleurs des pays en développement pour remettre en cause les acquis de leurs travailleurs. La coordination internationale est un long apprentissage, qui ne peut fonctionner efficacement sans volonté politique.

La globalisation économique actuelle n'a pas encore son équivalent dans le domaine politique. L'histoire du capitalisme a cessé d'être défini à l'intérieur des frontières. On passe de la richesse des nations à la richesse du monde. La mise en place d'une économie de marché est présentée comme un facteur de démocratie. Or, le système souffre d'une absence de régulation démocratique. Comme il n'y a pas une souveraineté supranationale de contrôle de l'économie internationale intégrée dans des souverainetés fragmentées, le poids du politique diminue par rapport à celui de l'économique.

Si la démocratie est une nécessité, elle ne renferme pas toutes les qualités. Les économistes utilitaristes ont développé l'idée du commerce des voix. Les électeurs peuvent vendre leurs voix, en s'assurant qu'au moins quelques unes de leurs préférences deviendront des décisions sociales. Le libéralisme économique n'a pas toujours favorisé les droits de l'homme. Les Etats sont parfois au cœur de la corruption et du crime organisé, qui se sont développés sur le marché libre, grâce notamment aux avancées technologiques de l'information. La question est de savoir si la démocratie est une condition du développement.

L'Etat intervient pourtant pour définir les droits à la participation aux échanges de marché et à l'engagement des contrats et pour établir des droits sociaux en vue de renforcer les nécessaires solidarités. Le capitalisme est alors légitimé et soutenable. Le citoyen est placé devant des règles

technocratiques ou bureaucratiques. Faut-il développer l'exception culturelle ? Quelle défense face aux OGM ? Quelle est la part de la volonté des citoyens dans les choix économiques ? Ces questions ne trouvent pas de réponses politiques appropriées.

L'Etat, garant de l'intérêt général ou de certains intérêts particuliers

L'Etat n'a pas disparu de la scène internationale, on est même passé de 50 à 225 Etats de 1949 à 2004. L'idée dominante est à l'Etat minimal et toute réaction à cette idéologie conduit à une spéculation négative. Le succès du capitalisme est autant celui des pouvoirs publics que celui du marché, il n'en reste pas moins que l'Etat est aussi synonyme parfois de bureaucratie, de gabegie, de gaspillage, de corruption, d'incurie ou de prévarication. Le contrôle de l'Etat est aussi essentiel que celui du marché.

Pour Douglas North, une administration publique compétente et un bon gouvernement sont des sources d'avantages compétitifs pour les Nations. Le manque de légitimité des Etats des pays du Sud et de l'Est constitue une faiblesse incontestable, qui favorise la mise en place de maffias, de milices, de pouvoirs arbitraires. En Russie, le plus difficile n'a pas été de créer le marché, mais plutôt de construire un nouvel Etat. Cependant, dans le cadre de l'économie de marché, la question posée concerne les « effets d'éviction ». L'action de l'Etat se ferait au détriment de l'essor du secteur privé.

L'Etat est accusé d'être parfois trop dépensier. Or, aujourd'hui, la politique budgétaire n'est plus de l'ordre des dépenses publiques globales, mais de leur structure. Ainsi, l'Etat exerce indubitablement une influence déterminante sur la répartition des revenus par l'impôt et les dépenses publiques (comme facteur de substitution de la consommation ou de l'investissement privés). Le choix politique et social est donc bien toujours présent.

Pour James Tobin, il n'y a d'ailleurs aucune corrélation entre les taux de pression fiscale et les performances économiques des pays. Cela dépend des circonstances du temps présent, des besoins du pays, des priorités nationales et de la nature et du contenu des interventions de l'Etat. Les Etats-Unis subissent une détérioration des infrastructures, des services publics et des tensions dans les villes du fait même de l'aversion au recours à l'agent économique public. 37 millions de personnes (soit 15% de la population) n'ont aucune couverture publique ou privée. La

privatisation de certains services publics, notamment la protection sociale, ne réduit pas le coût du service, mais il accroît les inégalités et l'exclusion sociales.

L'Etat est jugé parfois inefficace et technocratique. Pour Milton Friedman, les politiques gouvernementales ont des effets contraires à ceux recherchés. D'abord, l'éducation publique est mauvaise dans les zones les plus pauvres, et seuls la privatisation et le choix parental constituent une solution efficace. De même, l'existence d'un niveau minimum de salaire conduit à accroître le chômage, notamment celui des jeunes. En outre, les politiques d'infrastructure ou de logements publics ont contribué à la dévalorisation de quartiers. Enfin, la politique de bien-être conduit le plus sûrement à la pauvreté.

En fait, l'Etat est souvent le serviteur des intérêts privés déficients. Il est vrai que souvent les technocrates refusent le débat démocratique, développent une stratégie du secret, et exercent un effet de groupe qui fonde leur pouvoir. Pourtant, dans son principe, la technocratie étatique a incontestablement quelques mérites techniques, de savoir et de savoir faire. Elle ne doit pas se rendre maître de l'Etat, mais se placer à son service.

L'Etat est parfois miné par le pouvoir privatisé et la corruption, qui discréditent son rôle. La politique économique dépend trop souvent du calendrier électoral. En outre, pour la firme globale, ce qui est bon pour elle est bon pour le monde entier. Elle recherche l'ouverture des marchés, pour bénéficier d'une demande croissante et d'économies d'échelle. Les entreprises cherchent à privatiser et à internationaliser le rôle de l'Etat qui les défend. La mondialisation s'est ouverte à la corruption, à l'absence de contrôle et aux trafics en tout genre. Pour les douanes indiennes, le passage illégal de l'or, de l'argent et des biens de consommation durables dépassent 20% du PIB.

La connaissance du crime organisé qui structure certaines sociétés est insuffisante pour comprendre les effets de la haute délinquance sur le pouvoir de l'Etat et celui du marché. Dans de nombreux pays, les groupements maffieux exercent une influence sur le pouvoir politique, ils se dotent d'instruments puissants de contrôle de la société et ils investissent certains marchés, en utilisant des moyens délictueux au regard de la loi.

L'Etat est aussi dessaisi de ses valeurs sociales et des solidarités. L'individualisme excessif ne peut conduire qu'aux conflits individuels, au recours permanent à l'injustice et aux drogues. On assiste à une perte des valeurs sociales et une réduction des solidarités. Il y a un accroissement des inégalités territoriales et les villes ne veulent plus de cette redistribution. New Delhi ne veut plus payer pour l'Inde. Les délocalisations

ne se font pas en faveur des pays pauvres et l'on assiste à une véritable « métropolisation » de l'économie mondiale.

L'Etat est un instrument de puissance. Tout au long de l'histoire américaine, les intérêts commerciaux ont toujours exercé un rôle central sur la politique étrangère, et vice-versa. Cependant, au moins officiellement, les objectifs de la Nation n'ont jamais été uniquement commerciaux, l'Etat américain n'a pas été marqué profondément par le mercantilisme (malgré Hamilton), et il s'est souvent déclaré favorable aux marchés libres, à la liberté politique, à la démocratie et à la paix. Si les grands objectifs généraux subsistent, il n'en va plus de même dans le domaine économique. La politique de Washington a été volontairement tournée vers l'ouverture des marchés extérieurs. Elle a toujours été plus réticente pour ouvrir son propre marché intérieur. L'histoire montre même que la politique étrangère est souvent venue en soutien des intérêts des entreprises ou des intérêts privés (*United Fruit* en Amérique Latine). Ainsi, les trois grandes (*Big Three*) sociétés d'automobiles ont poussé le gouvernement Clinton jusqu'à la guerre commerciale avec le Japon.

Aujourd'hui, les puissances d'argent chevauchent les instances politiques et ne tiennent compte d'aucune éthique, d'aucun sentiment. Elles ne rencontrent pas d'autres obstacles que ceux dressés par leurs pairs. Elles contrôlent les réseaux internationaux et mènent leurs politiques avec le FMI, la Banque mondiale ou l'OCDE. Les Etat dépendent d'eux et non eux de lui[2].

Enfin, l'Etat est concurrencé. La globalisation apparaît aussi comme une arme contre l'action publique. Les « Etats-régions » de Kenichi Ohmae rivalisent avec les Etats-nations, qui ne sont plus adaptés aux exigences d'un capitalisme planétaire, même dans leurs fonctions traditionnelles de police, de justice et de défense. La question est de savoir, si l'Etat-nation n'est pas trop petit pour les grands problèmes et trop grand pour les petits problèmes. L'intégration économique risque de conduire à une régulation sociale en régression, une perte d'efficacité des instruments nationaux de politique économique et l'émergence d'effets déstabilisateurs pour l'intégration sociale.

Aujourd'hui, l'Etat abandonne la politique monétaire aux banquiers centraux. Ceux-ci exercent une autorité souveraine, refusée aux hommes politiques élus, comme si les questions monétaires relevaient d'une compétence particulière, probablement issue d'un droit quasi divin. Plus ils ont exercé un monétarisme obtus ou orthodoxe et plus ils sont estimés compétents. La souveraineté des Nations est en péril. Les marchés

---

[2] Forrester V., (1996), *L'horreur économique*, Fayard, Paris.

financiers exercent une véritable dictature et aucun pays ne peut s'y soustraire, dans un contexte mondial d'endettement et de dollarisation.

Trop de marché peut tuer le marché. La globalisation fait peser des risques importants dont l'Etat n'est pas responsable mais qu'il devra traiter : la volatilité des marchés financiers, la trop forte concentration des pouvoirs économiques et l'essor de l'exclusion. Le marché ne peut pas fonctionner sans un Etat fort.

Les actions nécessaires

Le rôle de l'Etat est incontestable dans plusieurs domaines qui maintiennent au moins l'unité nationale et les intérêts collectifs, à savoir la prise en compte de la réglementation du marché, les biens collectifs, l'incertitude, les transferts et les externalités.

La réglementation du marché et le contrôle des trusts sont nécessaires. Paul Krugman[3] souligne, à juste escient, la nécessité pour le marché d'avoir un degré de régulation significatif pour fonctionner avec efficience. Le libéralisme n'est pas l'absence de règles, au contraire. Les institutions jouent un rôle fondamental, au même titre que les règles de la loi. Les marchés ne ressemblent pas toujours aux schémas néoclassiques. Ainsi, le secteur de la santé n'est pas libre à l'entrée, avec l'obligation des vaccinations ou le diplôme requis pour les personnels soignants.

En outre, l'économie de marché développe une contradiction. La concurrence n'est jamais pure et parfaite, elle est fondée sur des inégalités de pouvoir sur les marchés. Or, le plus fort peut avoir la tentation d'éliminer les plus faibles et donc de devenir un monopole, c'est-à-dire de mettre en place l'antithèse de la compétition. La législation antitrust a cherché à restaurer la concurrence et le libre fonctionnement du marché (loi Sherman, 34, loi Clayton en 1914), mais elle n'a pas empêché l'essor des conglomérats, qui constituent la base même de la puissance économique américaine.

Les externalités sont à prendre en compte. Elles correspondent à des services rendus ou à des dommages non rémunérés. L'Etat doit agir pour réglementer les « aménités » positives et négatives, réduire les effets désastreux pour l'environnement d'une pollution industrielle, mais aussi favoriser le développement d'une région en apportant une forme concertée de coordination des investissements. L'Etat se doit donc d'intervenir pour « internaliser les externalités ». Il faut promouvoir un développe-

---

[3] Krugman P., (1998), *La mondialisation n'est pas coupable*, La Découverte, Paris.

définir un cadre d'action susceptible de briser le cercle vicieux de la paupérisation.

Les transferts de revenus existent entre les catégories sociales, les générations et les régions. Ainsi, l'augmentation des impôts touche les riches, la réduction des « *entitlements* » s'exerce sur les pauvres. Les transferts de ressources ne sont pas toujours bien contrôlés (problème de l'incidence) et il arrive que les plus pauvres subventionnent les plus riches, notamment pour les investissements en matière d'éducation ou de protection de la propriété privée. Pour Lester Thurow[4], le standard de vie américain demande, sur la durée d'une vie, 700 tonnes de minéraux, 4 000 barils de pétrole, 25 tonnes de produits alimentaires et 28 tonnes de produits animaux. Il faut engager 250 000 dollars d'investissement pour l'éducation, les infrastructures et les équipements jusqu'à ce que l'Américain soit assez vieux pour travailler. La certitude, c'est que les populations de pauvres ne pourront pas, dans un avenir proche, obtenir un niveau de consommation comparable. La persistance de la faim est seulement un problème de répartition des disponibilités. Les excédents agricoles menacent le monde et la situation nutritionnelle des hommes s'améliore, mais la malnutrition qui touche l'Asie et l'Afrique est invalidante. Les transferts de ressources sont souvent un facteur de paix sociale et de maintien des avantages acquis.

L'aide compétitive est un soutien provisoire de l'Etat à des entreprises, en vue de lutter contre une crise économique.Les autorités publiques élaborent une véritable ingénierie sociale pour encadrer les restructurations et favoriser les créations d'emplois. Or, tout en lui réclamant sans cesse une réduction de son poids et de son rôle économique, c'est toujours vers l'Etat que les entreprises se tournent pour l'aider à prendre un virage économique, dont la longueur est généralement accrue par la demande des dirigeants d'entreprise. Dans les affaires de terrorisme 11 septembre 2001), c'est l'Etat qui relance l'activité économique déprimée. Aux Etats-Unis, les programmes d'aide publique à la R&D et les commandes militaires jouent un rôle non négligeable, voire essentiel, dans le développement des activités de haute technologie ; il s'agit d'une véritable politique industrielle qui a pu féconder un secteur concurrentiel. On peut toutefois s'interroger sur la question de savoir si l'Etat n'a pas été amené à intervenir chaque fois qu'il y a eu une crise économique et s'il n'est pas alors excessif de lui imputer les mauvais résultats qui sont les raisons mêmes de son action économique.

---

[4] Lester Thurow, (1996), *The future of capitalism*, *op. cit.*, p. 90.

Enfin l'Etat défend une certaine conception de l'indépendance et de la sécurité. Le libre-échange favorise toujours ceux qui fixent les règles du jeu. Les plus forts peuvent imposer les règles. Cette tendance avait déjà été révèle par List en 1840. Pour saisir les opportunités inhérentes à la mondialisation, il faut à la fois être puissant et « jouer le jeu ». Dans ce dessein, il faut favoriser l'essor des échanges, attirer les capitaux étrangers et contrôler les migrations.

Si l'Etat voit son action économique contestée dans l'idéologie, les politiques économiques subsistent. Si la puissance régalienne est souvent contestée, d'autres besoins d'Etat se font jour concernant notamment l'évolution démographique, la santé, l'environnement ou la prise en compte des effets de la mondialisation de l'économie. L'Etat et le marché sont liés et leurs rôles respectifs évoluent dans le temps et dans l'espace.

Bibliographie

Aganbegyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Avril.

Barre, R. Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, PUG, Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble

Crozier, M. (1979), Etat-modeste, Etat-moderne, Fayard, Paris.

Eisner, R. (1994), the Misunderstood Economy, Harvard Business School Press, Boston.

Euzéby, A., Euzéby, C., Fontanel, J. (1980), Une nouvelle méthode de rationalisation des choix budgétaires susceptible d'intéresser la défense :le zero-base budgeting" ARES, Défense et Sécurité, Grenoble, Lyon,1980.

Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris

Fontanel, J. (1997), De L'Etat-Providence à l'Etat-collaborateur : Incidences d'une mondialisation mal maîtrisée. Hal-02416019.

Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2000), Les fondements de l'action économique de l'Etat, Côté Cours, Université Pierre Mendes France, Grenoble.

Fontanel, J. (2001), L'action économique de l'Etat, L'Harmattan, Paris.

Fontanel,, J., Samson, I. (2003), Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russes, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2003). State and market in a context of economic globalization: Pax Economica. Market and State, Economic Academy Moscow, Jun 2003, Moscou, Hal-02493609

Fontanel, J. (2004), Politiques économiques d'intervention de l'Etat, in « Analyse des politiques économiques », Université Pierre Mendès France, Grenoble, hal-02569057.

Forrester, V. (1996), L'horreur économique, Fayard, Paris.

Greffe, X. (1994), Economie des politiques publiques, Dalloz, Paris.

Krugman, P. (1998), La mondialisation n'est pas coupable, La Découverte, Paris.

North, D. (1990), *nstitutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, 1990.

North, D. (1994)n Economic Performance through Time," *American Economic Review*, 1994,
Reich, R.B. (1992), The Work of Nations, Vintage Books, New York.
Stiglitz, J. (2002), la grande désillusion, Fayard, Paris.
Thurow, L. (1996), The future of capitalism, Morrow/Harper Coillins
Thurow, L. (1980), The Zero-Sum Society, William Morrow and co. New York.
Tobin, J. (1996), Essays in Economics, MIT Press.